



jti **CERTIFIÉ**

BNA

Certifié selon le programme JTI et CWA 17493:2019 par BNA - Accrédité par le SOAC selon ISO/IEC 17065:2012.

Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300F cfa

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

BRVM

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Afrique de l'Ouest

LEADERSHIP FÉMININ ET INCLUSION FINANCIÈRE

Aminata Kane prend les rênes de Visa Afrique de l'Ouest et Centrale

Page 3



L'OTR ENREGISTRE 258 MILLIARDS FCFA AU PREMIER TRIMESTRE 2025



Une progression de 5,81% des recettes fiscales ^{P.4}

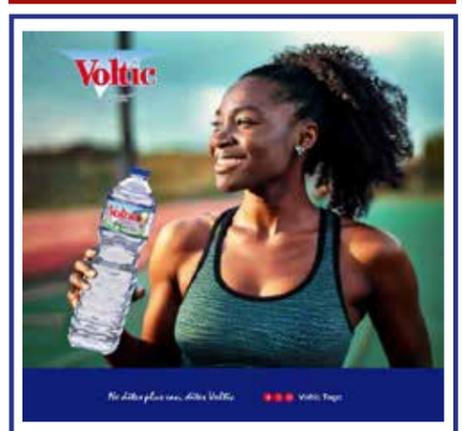
SECTEUR AGRICOLE



Le ProMIFA passé en revue par le FIDA ^{P.2}

INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

4e destination en Afrique centrale, le Cameroun capte 529 milliards de FCFA en 2024 ^{P.6}



L'INTERNET ILLIMITÉ À PARTIR DE 0 FCFA*

CANALBOX
VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

ACTUELLEMENT, L'INSTALLATION DE LA FIBRE CANALBOX EST À 0 FCFA !

8866 www.canalbox.tg

Coût de l'appel : 20 FCFA. *Sous conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel.

Secteur agricole

Le ProMIFA passé en revue par le FIDA

Dans le cadre d'une mission de supervision de la mise en œuvre du projet d'appui au mécanisme de financement agricole fondé sur le partage de risques (ProMIFA), une délégation du Fonds International de Développement Agricole (FIDA), conduite par Mathieu Faujas, Agro économiste, et chef technique de mission du FIDA séjourne à Lomé du 16 au 27 juin 2025.

Patience SALLAH

L'objectif de cette mission est de suivre et d'évaluer l'état d'avancement du ProMIFA, suite aux recommandations faites lors de la dernière mission d'appui en mars dernier.

Il sera question au cours de cette mission de passer en revue les recommandations formulées lors de la mission d'appui, d'examiner les activités réalisées dans le cadre du plan de travail et budget (PTBA) 2025, de



discuter et de s'assurer des dispositions prises pour le respect de la mise en œuvre des mesures de sauvegarde environnementale et social,

de parcourir les aspects de la gestion financière et de la passation des marchés pour améliorer la performance du projet, de prendre des

dispositions nécessaires pour accélérer la mise en œuvre du projet, d'analyser les défis et contraintes majeures de contre-performance identifiés lors de la dernière supervision et de formuler de nouvelles recommandations pour améliorer la performance du ProMIFA.

Près de 60 acteurs des structures partenaires et ceux des interprofessions des filières stratégiques du projet, ont pris part au premier jour de cette rencontre avec l'équipe de supervision du FIDA à Lomé.

Après le suivi au niveau central, la mission effectuera une visite de terrain pour apprécier le niveau des réalisations du Projet.

Pour rappel, le gouvernement togolais, dans l'optique de renforcer

l'opérationnalisation du mécanisme incitatif de financement agricole (MIFA), a sollicité et obtenu en 2019 l'appui technique et financier du FIDA pour l'élaboration, le financement et la mise en œuvre du ProMIFA.

Depuis le lancement technique de la deuxième phase de ce projet du 13 au 17 mai 2024, des actions ont été réalisées et d'autres sont en cours.

Dans le but d'examiner l'état d'avancement du projet, le FIDA effectue des missions périodiques de supervision.

Pour le compte de l'année 2025, en dehors de la mission d'évaluation partielle tenue du 17 au 21 mars 2025, le ProMIFA accueille une fois encore, du 16 au 27 juin 2025 une mission de supervision.

Recrutement de 900 tuteurs pour le programme national de formation

Un pas de géant vers la digitalisation

Dans un contexte mondial de transformation numérique, le Togo se lance dans une initiative ambitieuse pour former sa jeunesse aux compétences numériques avancées. Le ministère en charge de la digitalisation a annoncé le recrutement de 900 tuteurs dans le cadre d'un programme national de formation en programmation, intelligence artificielle (IA) et anglais. Ce programme, qui vise à toucher 15 000 étudiants dès cette première année, s'inscrit dans la stratégie « Togo Digital », développée en partenariat avec Kira Learning et l'Université de Stanford.

Anissatou AFFO

La digitalisation est désormais un enjeu incontournable pour les pays africains souhaitant répondre aux exigences du marché de l'emploi d'aujourd'hui. Avec le programme de formation, le Togo s'engage à combler le fossé entre l'offre et la demande en compétences numériques. Les futurs tuteurs sélectionnés bénéficieront d'une formation intensive de trois



mois à partir de mi-juillet. Cette formation les préparera à accompagner, pendant un an, des apprenants de niveau

Licence via une plateforme pédagogique spécialement dédiée.

Ce programme ne prévoit pas

seulement un apprentissage théorique. Les étudiants auront également accès à des ressources numériques variées, ainsi qu'à des opportunités de stages et d'emploi offertes par l'Agence Togo Digital. Pour encourager l'excellence parmi les apprenants, des incitatifs seront mis en place, tels que des voyages et des équipements technologiques pour les meilleurs profils. Cette démarche souligne l'engagement du gouvernement à non seulement former, mais aussi à propulser ses jeunes talents sur le marché du travail.

La première phase de ce programme est déjà porteuse d'espoir, mais le projet prévoit une expansion significative. En effet, l'objectif est d'atteindre 50 000 apprenants par an d'ici 2026, un jalon qui témoigne de l'ambition

du Togo de devenir un pôle de compétence numérique en Afrique de l'Ouest.

Les candidats intéressés par le poste de tuteur auront jusqu'au 14 juillet pour soumettre leurs candidatures. Les critères de sélection seront rigoureux, afin de s'assurer que seuls les meilleurs candidats, possédant une expertise solide en programmation, IA et en enseignement de l'anglais, soient retenus.

Le programme national de formation en numérique et en anglais représente une opportunité exceptionnelle pour le Togo d'élever son niveau de compétences numériques et de préparer sa jeunesse aux défis futurs. Ce projet, qui pourrait servir de modèle pour d'autres pays de la région, incarne une vision proactive visant à transformer le paysage éducatif et professionnel du pays à l'ère du digital.

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
Patience SALLAH
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

Stan AZIATO
91 77 02 74

Imprimerie

ECO & FINANCES
Tirage: 3000

Leadership féminin et inclusion financière

Aminata Kane prend les rênes de Visa Afrique de l'Ouest et Centrale

Le secteur des paiements numériques en Afrique vient d'ouvrir une nouvelle page de son histoire avec la nomination d'Aminata Kane le mardi 17 juin 2025, au poste de Senior Vice-Président et directrice régionale de Visa pour l'Afrique occidentale et centrale. Elle prendra officiellement ses fonctions le 4 septembre 2025, avec résidence à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

Bernard AFAWOUBO

Cette nomination qui marque une étape majeure pour le leadership féminin et l'inclusion financière en Afrique intervient dans un contexte où Visa renforce sa présence sur le continent, en mettant en place une équipe dédiée à la sous-région, couvrant 23 pays à partir de ses quatre bureaux clés : Abidjan, Accra, Kinshasa et Lagos. Avec une solide expérience dans les services financiers numériques et les télécommunications, Aminata Kane, a occupé plusieurs postes de responsabilité. Directrice générale régionale d'Orange Money Group, supervisant Orange Money et Orange Bank Africa dans 17 pays. Sous son leadership, Orange Sierra Leone a atteint une position de leader entre 2018 et 2022, avec une croissance annuelle des

revenus supérieure à 20 % et des innovations comme les microcrédits mobiles et l'e-Education.

De 2016 à 2018, en sa qualité de Chief Marketing Officer, Orange Money Sénégal, Aminata Kane, a contribué à la croissance fulgurante du service. Elle a élaboré des stratégies pour les télécoms et les banques en Afrique et en Europe de 2009 à 2011, entant que Consultante, McKinsey & Company. Reconnue comme Young Global Leader par le Forum économique mondial en 2019 et figure parmi les 100 meilleures femmes PDG d'Afrique en 2021-2022, Aminata Kane est diplômée d'HEC Paris et de la MIT Sloan School of Management.

Le président régional de Visa pour l'Europe centrale et orientale, le Moyen-Orient et l'Afrique, Andrew Torre, a salué la nomination sa nomination.

« Le leadership et l'expertise approfondie d'Aminata en matière de services financiers numériques seront déterminants pour la mission de Visa visant à étendre l'inclusion financière en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale » a-t-elle déclaré.

Fervente défenseuse de l'inclusion numérique, particulièrement pour les jeunes et les femmes, Aminata Kane, a fondé la Fondation Orange et le Centre numérique Orange en Sierra Leone, des initiatives dédiées à l'éducation numérique et au leadership. En tant que membre du comité Diversité et Inclusion d'Orange, elle a promu l'égalité des genres dans la tech.

Sa nomination chez Visa envoie un signal fort pour le leadership féminin dans un secteur dominé par les hommes. Comme elle l'a exprimé :



« Cette mission me permettra de bâtir un écosystème inclusif, reflétant le potentiel de notre région » a déclaré Aminata Kane.

La nomination d'Aminata Kane intervient alors que les paiements numériques en Afrique croissent rapidement, avec 1,2 trillion de dollars de transactions mobiles en 2024. Cependant, des défis subsistent notamment une faible bancarisation (Seulement 40 % des adultes en Afrique de l'Ouest possèdent un compte bancaire) ; des infrastructures limitées (La connectivité et l'accès à l'électricité freinent la digitalisation rurale) ; fraude numérique (La montée des fraudes à l'identité par IA, comme rapporté par Sumsu, exige des solutions sécurisées). S'appuyant sur son expérience chez Orange

Money, Aminata Kane pourrait renforcer les partenariats avec des fintechs locales (ex. : Visa-Paga au Nigeria) et étendre des solutions comme les QR codes et les paiements sans contact.

Fort de son expertise Aminata Kane, en sa qualité de Senior Vice-Présidente, permettra à Visa de soutenir les fintechs en élargissant le programme Fintech Accelerator, qui soutient 20 startups africaines en 2024, dont 65 % dirigées par des femmes.

De promouvoir l'inclusion notamment étendre l'accès aux services financiers aux populations non bancarisées, en l'occurrence les entrepreneures. Développer des solutions adaptées, comme les portefeuilles numériques et les paiements NFC.

Commande publique

Des acteurs de la justice outillés sur le dispositif normatif de lutte contre la corruption

Lomé, 23 juin (ATOP) L'Autorité de régulation de la commande publique (ARCOP) a entretenu soixante acteurs de la justice sur le cadre normatif de lutte contre la corruption et les infractions assimilées dans la commande publique le lundi 23 juin à Lomé.

L'atelier a réuni des magistrats et auxiliaires de justice des cours et tribunaux de Lomé, d'Aného, de Kpalimé et d'Atakpamé. Il a reçu l'appui financier du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). L'initiative se

situe dans la composante 1 du projet de renforcement de l'état de droit et de la gouvernance locale mise en œuvre par le programme.

L'intérêt de la formation est de présenter aux participants le dispositif normatif de lutte contre la corruption et les infractions

assimilées y compris les infractions spécifiques dans la commande publique au Togo. Ceci en vue de les amener à être suffisamment outillés pour faire face au traitement des dossiers relatifs aux recours exercés contre les décisions rendues par le Comité de Règlement des Différends (CRD).

Les participants ont suivi des communications telles que « l'introduction à la corruption et ses types » et « le cadre normatif de lutte contre la corruption et les infractions assimilées dans la commande

publique ».

Le directeur général de l'ARCOP, Aftar Touré Morou a indiqué que le secteur de la commande publique est un domaine très stratégique pour tous les pays du monde, car elle selon lui, concerne le budget de l'état, constitué des efforts des contribuables. « Il est donc très important de sécuriser les investissements publics et de s'assurer de l'efficacité de la dépense publique », a-t-il insisté.

L'ARCOP est l'organe chargé de la régulation de la commande publique. Elle

assure des missions, entres autres, d'investigations et d'enquêtes sur les irrégularités et violations dénoncées ou constatées dans la commande publique, d'audit des marchés publics, de règlement non juridictionnel des litiges nés au cours des procédures de passation des marchés publics ainsi que de sensibilisation et de formation de l'ensemble des acteurs de la commande publique y compris la sanction des acteurs défaillants.

L'OTR enregistre 258 milliards FCFA au premier trimestre 2025

Une progression de 5,81 % des recettes fiscales

L'Office Togolais des Recettes (OTR) a annoncé avoir mobilisé une somme impressionnante de 258,06 milliards FCFA en recettes fiscales, au premier trimestre de l'année 2025. D'après les données récemment publiées par la Direction générale du budget et des finances, cette collecte représente une progression de 5,81 % par rapport aux 243,89 milliards FCFA collectés durant la même période en 2024.

Anissatou AFFO

Cette dynamique positive est à souligner, même si le montant atteint à fin mars ne correspond qu'à 21,36 % des prévisions annuelles établies à 1 208,36 milliards FCFA. Cela met en évidence les efforts continus de l'OTR pour renforcer sa capacité de mobilisation des ressources, malgré un objectif ambitieux à atteindre. L'une des principales raisons expliquant cette hausse est la progression des recettes issues de l'impôt sur les sociétés (IS). En

effet, celles-ci ont grimpé à 31,47 milliards FCFA, contre 27,30 milliards FCFA l'année précédente, soit une augmentation significative de 15,31 %. Cette évolution encourageante est notamment le résultat de l'élargissement de l'assiette fiscale, qui permet de capter un plus grand nombre de contribuables.

En outre, l'introduction de la taxe sur les entreprises de télécommunications et des technologies de l'information et de la communication (TETTIC), prévue par la loi de finances

2025, a également contribué à cette progression. Fixée à 5 % du chiffre d'affaires hors taxes des opérateurs télécoms, cette nouvelle taxe a permis de mobiliser 1,30 milliard FCFA à la fin mars 2025, consolidant ainsi les efforts de l'OTR en matière de diversification des sources de revenus.

L'administration fiscale attribue également cette performance à plusieurs réformes structurelles mises en œuvre récemment. Parmi celles-ci, on note la mise en œuvre du tarif extérieur commun (TEC) révisé de la



CEDEAO dans le système douanier SYDONIA, ainsi que le renforcement des contrôles fiscaux et douaniers et la surveillance du territoire. Ces réformes sont essentielles pour garantir un cadre fiscal efficace et encourager la conformité des entreprises. Ainsi, l'Office Togolais des Recettes montre une fois de plus sa capacité à évoluer dans un contexte fiscal exigeant, préparant le terrain pour une gestion financière

stable et responsable au service des citoyens et du développement économique du Togo.

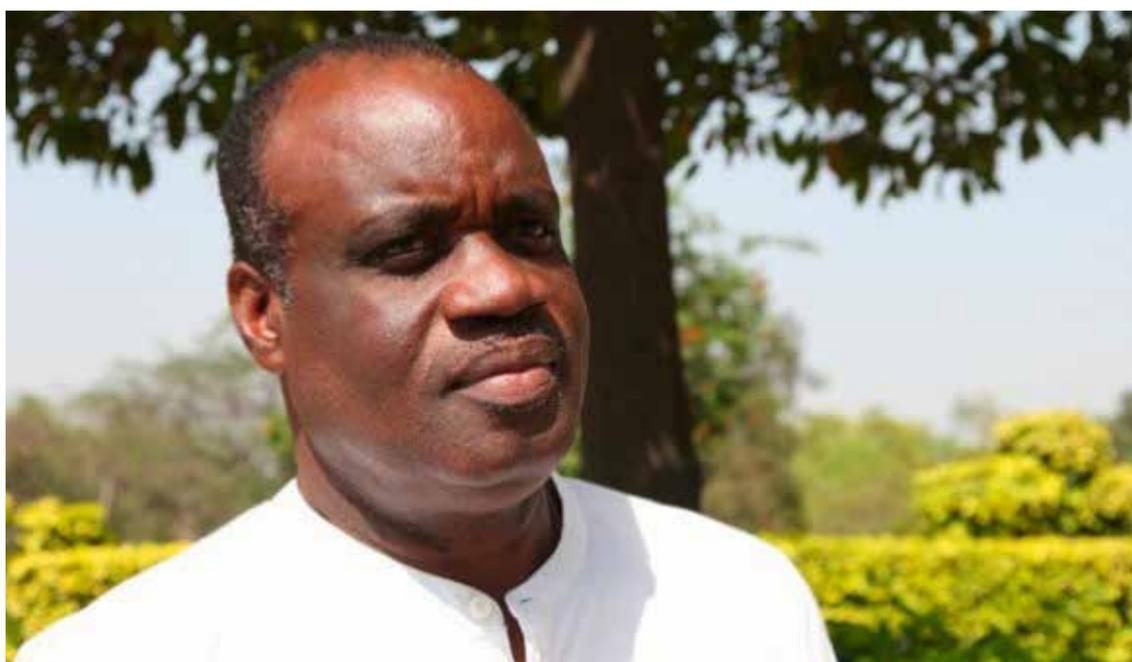
Pour mémoire, l'OTR avait mobilisé 1 098 milliards FCFA de recettes en 2024. L'objectif pour 2025 s'établit à 1 208,36 milliards FCFA, confirmant les ambitions des autorités en matière d'accroissement des ressources internes pour soutenir le développement du pays.

Décentralisation

Kloto 1 a injecté plus de 2 milliards FCFA dans le social en six ans

(Togo First) - Entre 2019 et 2025, la Commune Kloto 1 (120 Km au nord-ouest de Lomé) a mobilisé et injecté plus de 2 milliards FCFA dans des secteurs sociaux prioritaires, entre autres l'éducation, la santé et l'environnement. Ces données ont été présentées le vendredi 20 juin dernier à Kpalimé, lors de la première session extraordinaire du conseil communal pour l'année 2025. Ceci, à quelques semaines de la fin de son premier mandat.

Le budget annuel de la commune est passé de 313 millions FCFA en 2021 à près de 690 millions FCFA en 2024, traduisant une hausse progressive des ressources et de la capacité d'investissement. Ces fonds ont été orientés vers des projets dans les domaines des infrastructures, de l'éducation, de la santé, de l'environnement, de l'agriculture, de l'assainissement et du développement économique. Dans le secteur de l'eau potable, plus de 225 millions FCFA ont été investis dans trois projets structurants. Le secteur de la santé a absorbé



100 millions FCFA. En parallèle, des aides annuelles d'environ 2 millions FCFA ont été distribuées aux

populations vulnérables depuis 2019.

Sur le plan administratif, la commune a ouvert six nouveaux bureaux d'état civil pour un coût de près de 7,7 millions FCFA. Sur le plan économique,

injectés dans la construction et la réhabilitation de marchés locaux.

Concernant l'environnement, 52 millions FCFA ont été consacrés à des actions d'assainissement et de gestion des déchets dans 18 quartiers. L'éducation a également bénéficié de dotation avec la réhabilitation ou la construction de plusieurs infrastructures scolaires.

« Les réalisations sont à saluer, mais des défis demeurent. Il est nécessaire de renforcer la collaboration entre les acteurs locaux et la population pour transformer ces défis en opportunités », a déclaré Winny Dogbatsè, Maire de Kloto 1.

Pour rappel, la commune Kloto 1 compte 118 387 habitants selon le 5e Recensement général de la Population et de l'Habitat (RGPH-5) de novembre 2022.

133 millions FCFA ont été

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 20 juin 2025

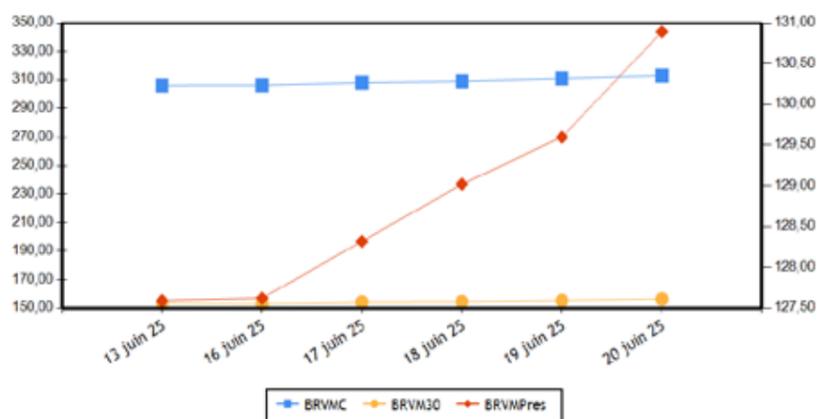
N° 115

BRVM COMPOSITE	313,02
Variation Jour	0,67 %
Variation annuelle	13,40 %

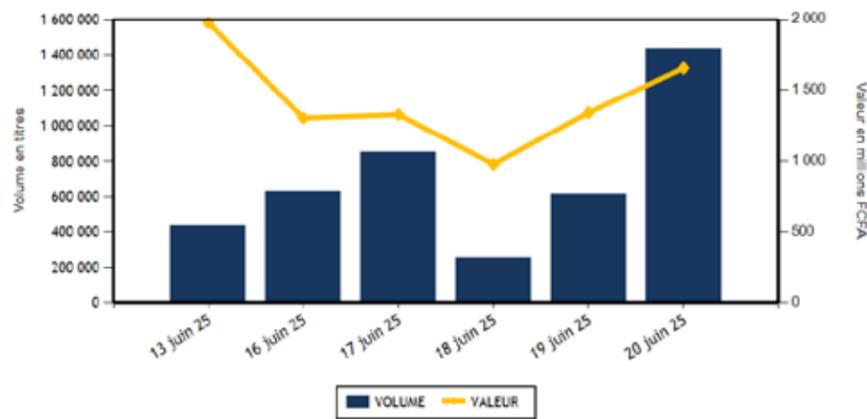
BRVM 30	156,33
Variation Jour	0,72 %
Variation annuelle	12,68 %

BRVM PRESTIGE	130,89
Variation Jour	1,00 %
Variation annuelle	13,98 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	12 070 845 047 826	0,67 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 397 312	134,73 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 336 128 532	15,54 %
Nombre de titres transigés	46	0,00 %
Nombre de titres en hausse	20	0,00 %
Nombre de titres en baisse	15	-6,25 %
Nombre de titres inchangés	11	10,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 446 980 068 587	-0,02 %
Volume échangé	35 014	102,59 %
Valeur transigée (FCFA)	319 069 718	72,40 %
Nombre de titres transigés	10	100,00 %
Nombre de titres en hausse	5	66,67 %
Nombre de titres en baisse	2	100,00 %
Nombre de titres inchangés	3	200,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETAO CI (STAC)	540	5,88 %	20,00 %
SMB CI (SMBC)	9 850	3,74 %	14,47 %
UNILEVER CI (UNLC)	12 845	3,59 %	98,38 %
AFRICA GLOBAL LOGISTICS CI (SDSC)	1 655	3,44 %	23,51 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	11 500	3,14 %	30,76 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAFCA CI (SAFC)	660	-4,35 %	-8,33 %
BERNABE CI (BNBC)	1 160	-2,52 %	8,92 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	585	-2,50 %	-22,00 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	1 610	-2,42 %	-16,15 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	665	-2,21 %	10,83 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	130,89	1,00 %	13,98 %	72 950	911 530 100	9,99
BRVM-PRINCIPAL	38	179,13	0,17 %	29,70 %	1 324 362	424 598 432	15,47

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	194,83	0,54 %	66,01 %	32 197	184 824 245	27,69
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	754,68	0,99 %	-1,22 %	28 599	598 337 650	10,52
BRVM - FINANCES	16	123,16	0,45 %	21,04 %	1 269 409	250 730 272	8,15
BRVM - TRANSPORT	2	403,75	3,36 %	22,88 %	578	937 400	5,14
BRVM - AGRICULTURE	5	330,47	-0,11 %	67,69 %	34 813	217 658 445	10,90
BRVM - DISTRIBUTION	7	373,80	-0,38 %	11,49 %	26 916	63 567 405	33,37
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	666,30	1,38 %	2,59 %	4 800	20 073 115	12,44

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	98,35	1,03 %	-1,65 %	25 598	590 606 545	10,40
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	108,08	-0,58 %	8,08 %	17 934	34 162 145	44,60
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	121,04	0,45 %	21,04 %	1 269 409	250 730 272	8,15
BRVM - CONSOMMATION DE BASE	9	169,75	0,29 %	69,75 %	40 526	302 694 880	24,88
BRVM - INDUSTRIELS	7	152,47	1,09 %	52,47 %	18 587	88 778 030	5,67
BRVM - ENERGIE	4	111,93	0,91 %	11,93 %	22 257	61 425 555	13,81
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	111,65	0,14 %	11,65 %	3 001	7 731 105	9,73

Investissements directs étrangers

4^e destination en Afrique centrale, le Cameroun capte 529 milliards de FCFA en 2024

(Investir au Cameroun) - Selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), le Cameroun a capté des investissements directs étrangers (IDE) d'un montant total de 925 millions de dollars au cours de l'année 2024. Cette enveloppe, qui équivaut à 529 milliards de FCFA au cours actuel du dollar américain, est en hausse de 15,7% en glissement annuel. En effet, en 2023, le pays n'avait reçu que 799 millions de dollars d'IDE, soit 457 milliards de FCFA.

Grâce à cet intérêt que les investisseurs étrangers lui ont une nouvelle fois manifesté en 2024, le Cameroun franchit à nouveau la barre de 900 millions de dollars d'IDE captés en 2024. Après être descendu à 675 millions de dollars en 2020, année du coronavirus, et à 799 millions de dollars en 2023.

En 2024, le Cameroun est la 4^e destination des IDE parmi les 10 pays d'Afrique centrale listés dans le rapport de la Cnuced. Dans le détail, la locomotive économique de la Cemac (Cameroun, Congo, Gabon Guinée équatoriale, Tchad et RCA) est devancée par la RD Congo, Le Gabon



et le Tchad.

En effet, avec 3113 millions de dollars - près de 1780 milliards de FCFA - d'IDE reçus en 2024, Kinshasa a capté, à lui tout seul, près de la moitié des 7907 millions de

dollars - soit 4521 milliards de FCFA - d'IDE parvenus à la sous-région Afrique centrale au cours de l'année 2024.

Le diktat des investisseurs chinois

Le top 3 des principales destinations des IDE dans la sous-région est complété par le Gabon. Libreville a en effet reçu 1145 millions de dollars, soit 654,6 milliards de FCFA, d'IDE en 2024, tandis que le Tchad a capté 1019 millions de dollars, soit 582,6 milliards de FCFA.

Le rapport de la Cnuced n'indique pas les principaux pourvoyeurs d'IDE à ces pays. Mais, officiellement, ses IDE, le Cameroun les doit principalement à la Chine. En effet, l'Empire du Milieu est devenu le premier investisseur étranger au Cameroun depuis les années 2000.

«Entre 2000 et 2014, le Cameroun a capté 2750 milliards de FCFA d'investissements directs étrangers, dont 1850 milliards de FCFA provenant de la Chine. Ce qui représente environ 67% des IDE entrant au Cameroun(...) Les autres

IDE provenaient des pays tels que la France, les États-Unis, le Nigéria», peut-on lire dans un document de la présidence de la République, qui cite les données de la Cnuced.

Cette prédominance des investissements chinois au Cameroun s'est renforcée à la faveur du lancement dans les années 2010 des projets structurants de première génération (ponts, routes, barrages, etc.). Soutenues par Eximbank China, la banque publique chinoise, dont les financements sont liés - chaque prêt-projet est accompagné du nom de l'entreprise devant exécuter le contrat - les entreprises chinoises sont toujours en pôle position. Il s'agit principalement de CCC, CWE, CHEC, Sinohydro... dans les infrastructures; Huawei et ZTE dans les télécoms...

Forum parlementaire sur la coopération économique entre le Royaume du Maroc et la Cemac

SODA renforce sa présence panafricaine à Laâyoune

La Société de développement agricole (SODA) a récemment pris part au Forum parlementaire sur la coopération économique entre le Royaume du Maroc et la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac), tenu à Laâyoune. Une participation stratégique qui traduit l'engagement croissant de l'entreprise gabonaise en faveur d'une coopération Sud-Sud renforcée et d'un développement agricole durable.

Représentée par son directeur général Adonis Oyima, SODA a intégré la délégation de la Fédération des entreprises du Gabon (FEG) invitée à ce forum placé sous le haut patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI. L'événement a réuni parlementaires, opérateurs économiques, experts et représentants institutionnels autour des enjeux de l'intégration régionale.

Parmi les thèmes majeurs abordés : le rôle du secteur privé dans l'intégration économique, la transition verte, ainsi que la sécurité



alimentaire à l'ère de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

Valoriser l'expertise gabonaise Pour M. Adonis Oyima, ce forum a mis en lumière des sujets en parfaite

cohérence avec la stratégie de SODA. « La pertinence des thématiques abordées, notamment la place du secteur privé dans l'intégration économique et les enjeux de sécurité alimentaire face aux opportunités de libre-

échange, mérite d'être saluée », a-t-il souligné.

En participant à ces travaux, la SODA renforce ses réseaux de coopération tout en positionnant son expertise agro-industrielle comme levier de croissance au-delà

s'illustre comme un acteur de référence de l'agro-industrie gabonaise sur la scène continentale.

Basée à Ngouoni, dans la province du Haut-Ogooué, la SODA est spécialisée dans la culture du palmier à huile et la production d'huile de palme brute. Elle propose un produit 100 % local, commercialisé sous la marque Marhaba, reconnu pour sa qualité sur le marché national.

Au-delà de ses performances industrielles, l'entreprise développe une stratégie axée sur la souveraineté alimentaire, la protection de l'environnement et la création d'emplois durables. Un positionnement qui s'inscrit pleinement dans les objectifs de la ZLECAf et les ambitions de développement de l'agriculture africaine.

Gabonreview.com

Bassar

Le vivre ensemble et la culture de la paix au cœur des rencontres citoyennes

(TOGODAILYNEWS) Une délégation des cadres de la préfecture de Bassar était en tournée de sensibilisation les 21 et 22 juin dernier dans tous les chefs-lieux des communes.

Cette délégation conduite par le ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique, le Professeur Tchinn, a multiplié les rencontres citoyennes autour des valeurs de paix, de la culture de la citoyenneté et du vivre ensemble.

« Les manifestations de rue, parfois violentes, et qui entraînent les destructions des biens publics, des blessés et malheureusement des cas de morts, ne sont pas la solution aux défis qui se présentent à notre pays. Le président du Conseil togolais, Faure Essozimna Gnassingbé, avec son leadership dans la clairvoyance et la stratégie dans la conduite des affaires de la cité, initie des projets

qui sont soutenus par nos partenaires pour faire en sorte que la jeunesse de notre pays puisse trouver à faire. Les problèmes sociaux petit à petit sont en train de trouver des solutions. C'est un grand pas qui est fait par le président du Conseil et le travail continue d'ailleurs. Nous devons donc le soutenir dans son élan à faire de notre pays, un hub dans tous les domaines. Et pour ce faire, il nous faut, la paix et la stabilité. Nous sommes donc appelés à cultiver cette paix, et cultiver le vivre ensemble, soutenir les actions devant conduire à sécuriser notre pays le Togo, et non nous laisser emballer par des marchands d'illusion qui



se trouvent sur les réseaux sociaux et qui appellent à la déstabilisation de notre pays », voilà l'essentiel du message passé à la population de Bassar à travers ces rencontres avec les CDQ, les CVD, et les populations à la base des quatre communes de la préfecture de Bassar.

Que ce soit à Bengeli et Sanda le samedi 21 juin 2025 ou à Kabou et Bassar le dimanche 22 juin 2025, le message de sensibilisation a été le même, « cultiver la paix, préserver

la sécurité et promouvoir le vivre-ensemble dans la préfecture de Bassar et partout au Togo ».

Il s'est agi pour les intervenants durant les rencontres, d'attirer surtout l'attention des jeunes à ne pas céder aux manipulations des vendeurs d'illusion, sur les réseaux sociaux, qui incitent à la haine, aux troubles et à la désobéissance civile. Il leur a été rappelé l'existence de la loi qui pourrait rattraper tous ceux qui essayeront de

s'aventurer sur cette voie illégale.

La délégation a rappelé la nécessité de faire passer le message dans toutes les contrées de la préfecture de Bassar, afin de dire NON à la violence prônée par les ennemis du peuple togolais.

La population de Bassar à travers les leaders d'opinion s'est dite touchée par le message et a rassuré la délégation de son engagement à soutenir le président du Conseil dans sa vision pour un Togo prospère. « Personne ne viendra bâtir le Togo à la place des Togolais », ont fait savoir les chefs traditionnels et autres leaders d'opinion présents aux rencontres.

Pour rappel, certains partis politiques ont demandé à la population d'observer la désobéissance civile le 23 juin 2025. Aussi sur les réseaux sociaux, certains se réclamant influenceurs ont appelé à sortir dans les rues les 26, 27 et 28 juin 2025. Ce que la population de Bassar rejette...

Municipales 2025

La CNDH en campagne de sensibilisation des acteurs

La Commission nationale des droits de l'homme (CNDH), a lancé lundi à Lomé, une campagne nationale de sensibilisation des populations sur le thème « l'exercice des libertés publiques en période électorale ». Cette campagne s'inscrit dans le cadre des élections municipales du 17 juillet prochain au Togo. Elle vise à s'assurer du libre exercice du droit de vote et des autres libertés publiques, à prévenir et à lutter contre les violations et atteintes aux droits de l'homme.

La campagne a été lancée au siège de la préfecture d'Agoè-Nyivé en présence du préfet, Kossi Tinaka et des leaders communautaires notamment les représentants des confessions religieuses, des forces de défense et de sécurité, des collectivités décentralisées et des ministères, des acteurs politiques et des journalistes. Elle est initiée dans le cadre du projet « Contribution de la CNDH au bon déroulement des élections municipales de 2025 au Togo ».

Selon le président de la CNDH, Me Kwao Ohini Sanvee, cette campagne de sensibilisation fait suite au constat selon

lequel les périodes électorales font exacerber les tensions entre les acteurs politiques, augmentent le risque de violations et d'atteintes aux droits de l'homme et mettent également en jeu des libertés et droits fondamentaux en l'occurrence la liberté d'opinion et d'expression, le droit d'accès à l'information, la liberté de réunion pacifique et d'association, la non-discrimination et l'égalité, la liberté de circulation, le droit à la sécurité de la personne, le droit à un recours effectif, le droit à l'éducation...

L'objectif pour la CNDH est donc de veiller à la préservation de ces droits comme elle l'a toujours fait

depuis 2007.

« La CNDH entend apporter un éclairage sur la meilleure manière de concilier l'impératif de sécurité publique et le libre exercice des libertés fondamentales pour une élection apaisée, non violente et respectueuse des droits de l'homme. Notre souhait, en tant qu'acteurs des droits de l'homme, c'est que l'accalmie qui a caractérisé les différents scrutins qui se sont succédés depuis octobre 2007 jusqu'à nos jours soit capitalisée comme un acquis à préserver et à améliorer durablement », a indiqué M. Sanvee.

Les séances de sensibilisation se déroulent du 23 au 27 juin



2025 dans tous les chefs-lieux de préfectures à l'intérieur du pays et dans les communes des préfectures du Golfe et d'Agoè-Nyivé.

Le président de la CNDH a également appelé tous les acteurs à continuer de faire preuve de civisme en cette période sensible et à se conformer dans toute situation au code électoral.

« Les discours et déclarations de campagne doivent être circonscrits à une saine émulation des idées et à des critiques constructives. Les candidats peuvent vanter leur programme de société, tout en s'abstenant de s'attaquer à leurs adversaires politiques qui ne sont nullement des ennemis à abattre », a-t-il

laissé entendre.

Par ailleurs, il a invité les détenteurs d'une parcelle de pouvoir à l'exercer dans le strict respect de la loi fondamentale, du code électoral et des autres textes en vigueur et à accorder un traitement égalitaire à tous candidats qui à leur tour ont le devoir d'éduquer leurs militants au civisme, à la non-violence, à la tolérance, à la coexistence pacifique et à la culture de la paix.

Notons que la CNDH sera présente sur le terrain lors de la campagne électorale et le jour du scrutin. Un rapport assorti de recommandations sera soumis aux autorités compétentes.

<https://togoenlive.tg/>

28 NOV
14 DEC
2025

FOIRE
INTERNATIONALE
DE LOMÉ

Foire de toutes les opportunités

FOIRE
INTERNATIONALE DE

40 ANS

LOMÉ

ICI NAISSENT LES GRANDES RENCONTRES

THÈME : « 40 ANS D'HISTOIRE, 20 ÉDITIONS :
UN REGARD SUR LE PASSÉ, UN CAP SUR L'AVENIR »

+228 91 20 70 70
+228 99 20 70 70



www.cetef.tg



CETEF
TOGO-2000